

# M. Giraud charge les services secrets de traquer la désinformation dans les médias

Jacques Isnard

Le Monde, 14 novembre 1986

Les professionnels des services secrets sont désormais appelés à traquer la désinformation. Le ministre de la défense, M. André Giraud, vient en effet de demander à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), sur laquelle il a autorité au nom du gouvernement, de démonter – pour mieux les combattre ensuite – les mécanismes de la désinformation. Parce qu'elle s'attaque à l'opinion par médias interposés, la désinformation est, selon M. Giraud, une nouvelle menace insidieuse contre l'esprit de défense.

À trois reprises depuis moins d'un mois, le ministre de la défense a évoqué cette question de la désinformation, qui semble le préoccuper beaucoup. Par désinformation, il faut entendre, si l'on en croit un groupe de travail d'anciens auditeurs, civils et militaires, de l'Institut des hautes études de défense nationale sous la conduite de M. Henri-Pierre Cathala (1), une série de pratiques desti-

nées intentionnellement à "*manipuler*" des personnes, des groupes, voire une société entière, dans le but d'infléchir leurs conduites, de maîtriser leurs pensées ou même de les asservir par la dissimulation de la réalité ou par la volonté de nuire.

Le 16 octobre dernier, déjà, lors du vingt-cinquième anniversaire de la création de la délégation générale pour l'armement, M. Giraud avait invité ses interlocuteurs, en la circonstance des ingénieurs, des chercheurs ou des industriels de l'armement, à réfléchir sur les moyens techniques et psychologiques d'endiguer les méfaits de la désinformation liée aux actions terroristes.

Plus récemment encore, le ministre de la défense a, devant des sénateurs membres de la commission des affaires étrangères et de la défense, révélé que les moyens informatiques de la DGSE seraient considérablement augmentés en 1987 (les

crédits d'équipement sont accrus de 60 % en ce domaine) pour, précisément, pouvoir étudier les pratiques et les rouages de la désinformation dans l'espoir de leur opposer ce qu'il a appelé des "verrouillages".

Le 12 novembre, enfin, M. Giraud a indiqué à l'Assemblée nationale que, face aux nouvelles menaces qui résultaient de "la guerre des médias" et pour "prémunir" la France "contre les actions de désinformation qui s'appuient sur des lignes de force des déséquilibres internationaux", il convenait que "nous en démontions les mécanismes avec l'aide des professionnels compétents" et que "nous mettions au point les armements et les logiciels de la guerre médiatique". Le ministre a ajouté, à propos du terrorisme qui engage des actions de désinformation, "en utilisant toutes les ressources des canaux médiatiques", que l'on cherchait "à décourager les opinions publiques et à inciter à des attitudes de renoncement plutôt que de résistance". Il a conclu : "Nous devons considérer qu'il s'agit là d'un nouveau chapitre de la défense."

M. Giraud n'a pas précisé davantage quels moyens il comptait utiliser pour inventer ce qu'il a appelé, d'autre part, des "contre-feux" à opposer à la désinformation. On sait seulement, par les confidences aux sénateurs, que la DGSE est chargée du dossier.

Le ministre de la défense rejoint là

les thèses de nombreux professionnels du renseignement en France, qui, lorsqu'ils ne pratiquent pas eux-mêmes la désinformation offensive et défensive à rencontre de pays étrangers, considèrent les techniques de l'intoxication ou de la subversion psychologique – comme on le disait autrefois – comme une vraie "machine de guerre" dirigée contre les fondements de la défense et la cohésion nationale.

Cependant, M. Giraud va parfois bien au-delà de cette thèse, communément assenée, à propos de l'influence supposée des médias sur l'opinion et dans les relations internationales. Lors du colloque en l'honneur de la délégation générale pour l'armement, le ministre de la défense est allé jusqu'à citer l'exemple de la construction du porte-avions nucléaire à l'appui de son analyse des méfaits de la désinformation. Selon lui, c'est la presse qui aurait fait de ce programme naval "le symbole" de la volonté de la France d'être ou non présente sur la scène diplomatique grâce au Richelieu. Le gouvernement aurait été contraint de tenir compte d'une telle présentation des faits avant de donner son aval, "après mûre réflexion", selon M. Giraud, à la poursuite du projet.

On prête l'intention au ministre de la défense de s'expliquer davantage, samedi 15 novembre, sur sa conception de la lutte contre la désinformation, devant les auditeurs de

la nouvelle session de l'Institut des hautes études de défense nationale à Paris.

*désinformation*, sous la signature de M. Henri-Pierre Cathala, Stock, 272 pages, 98 francs.

(1) Lire l'ouvrage *Le temps de la*